

2. La langue française en Afrique

2. PERCEPTIONS DU RÔLE ET DE LA PLACE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET DE LA FRANCOPHONIE DANS 22 VILLES ET MÉTROPOLIS D'AFRIQUE¹

Le département Media de TNS Sofres a mis en place, depuis 2008, l'étude annuelle **Africascope** qui a pour vocation d'offrir une mesure d'audience et, en collaboration avec l'OIF, de recueillir des données sur la Francophonie et la langue française. Réalisée dans différents pays d'Afrique subsaharienne à partir d'enquêtes, l'initiative a été étendue, en 2010, à certains pays du Maghreb (**Maghreboscope**). Cette extension permet de couvrir la quasi-totalité de l'aire francophone du continent africain.

Le texte qui suit présente une synthèse des résultats de deux études produites à partir

des enquêtes² conduites en 2012 dans 22 villes de treize pays d'Afrique subsaharienne et du Maghreb (des résultats collectés en 2013 sur trois autres villes³ du continent africain viennent compléter le tableau). Il s'intéresse plus particulièrement aux **informations concernant la Francophonie** et à **l'importance perçue par les enquêtés d'être francophones et de maîtriser le français** pour obtenir un travail, réaliser des démarches administratives, entreprendre des études supérieures, etc. Ces deux études permettent ainsi de mesurer et de comparer la situation de la perception de la langue française dans ces pays. //

¹ Synthèse réalisée par Abdoul Echraf Ouédraogo avec les équipes de l'ODSEF (Université Laval) et de l'Observatoire de la langue française de l'OIF.

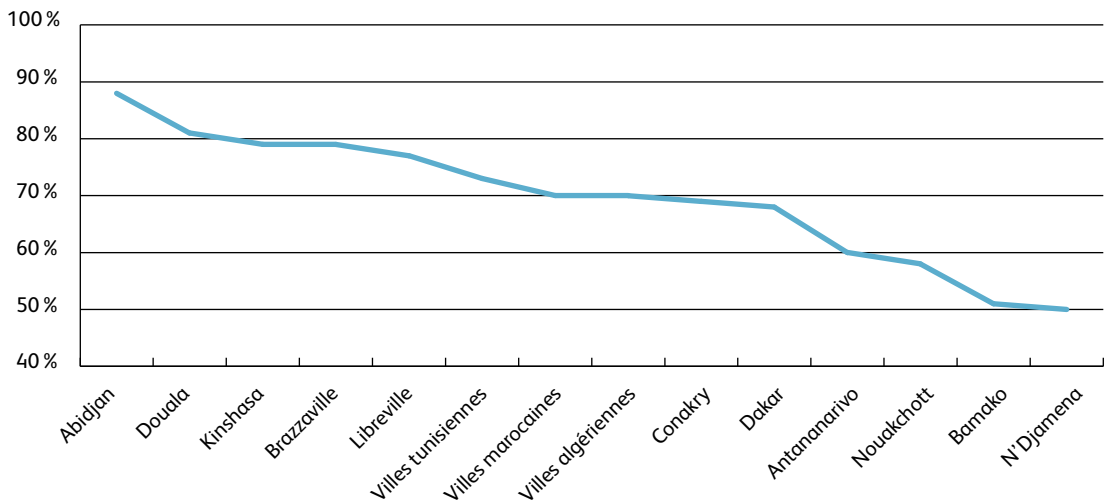
² Voir en annexe la liste des villes composant l'échantillon, les conditions de réalisation des enquêtes et les profils enquêtés.

³ Brazzaville (Congo), Conakry (Guinée) et Nouakchott (Mauritanie).

► Résultats des enquêtes

Être francophone est essentiel sur le plan personnel ou professionnel

► Être francophone est essentiel



Être francophone ou maîtriser la langue française est perçu comme étant essentiel sur le plan personnel ou professionnel pour plus de la moitié des personnes interrogées à ce sujet dans les villes africaines des treize pays. C'est plus particulièrement le cas à Abidjan en Côte d'Ivoire (88 %), à Douala au Cameroun (avec 82 % et en progression comparé à 2010), à Kinshasa en RDC et à Brazzaville au Congo (79 %), à Libreville au Gabon (77 %), à Conakry en Guinée (69 %) et à Dakar au Sénégal (68 %). La maîtrise du français est jugée essentielle sur le plan professionnel ou personnel dans des proportions moindres par les habitants d'Antananarivo à Madagascar (60 %), de Nouakchott en Mauritanie (59 %), de N'Djamena au Tchad (50 %) et de Bamako au Mali (51 %). On observe que seuls les Bamakois, les Dakarais et les Antananariviens placent le plan professionnel avant le niveau personnel.

Par ailleurs, dans l'ensemble des métropoles maghrébines, être francophone ou maîtriser la langue française semble très important, particulièrement sur le plan personnel. En effet, dans les différentes villes de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie, 7 personnes sur 10 considèrent que la maîtrise du français est essentielle. Un constat particulièrement partagé par les jeunes et les personnes qui ont fait des études.

Perception de la place du français et des autres langues

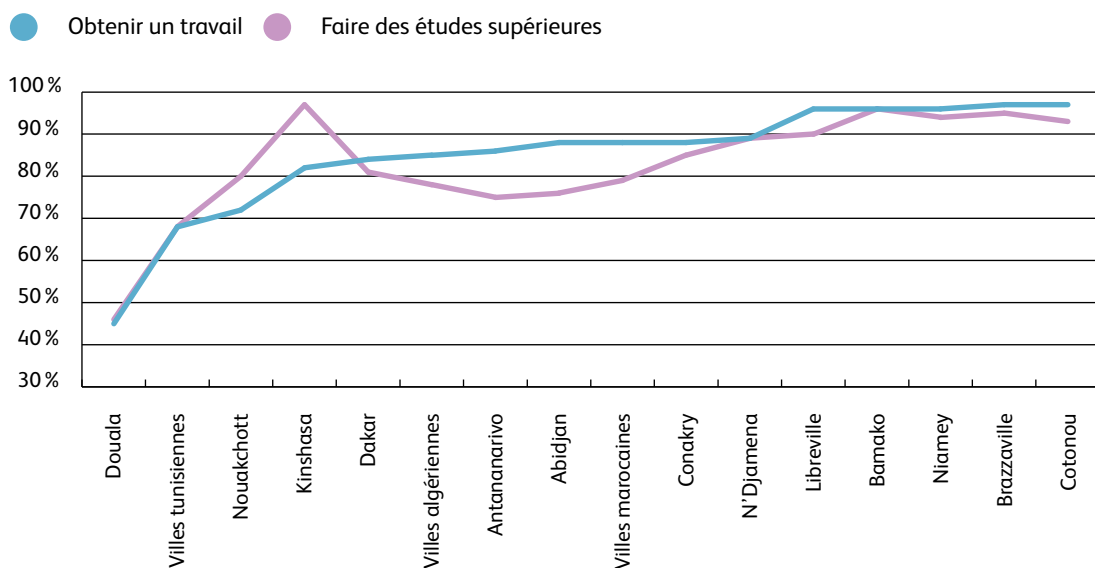
Les enquêtes menées dans les seize pays en 2012 ont permis de recueillir des informations sur l'importance de la langue française et des autres langues (y compris l'anglais) dans différents contextes. **Dans la presque totalité des villes, la maîtrise du français est jugée**

importante pour obtenir un emploi et ce, dans des proportions variant de 82 % à Kinshasa à 95 % ou plus à Bamako, Libreville et Cotonou. Seules Douala et les villes de Tunisie affichent des niveaux plus faibles.

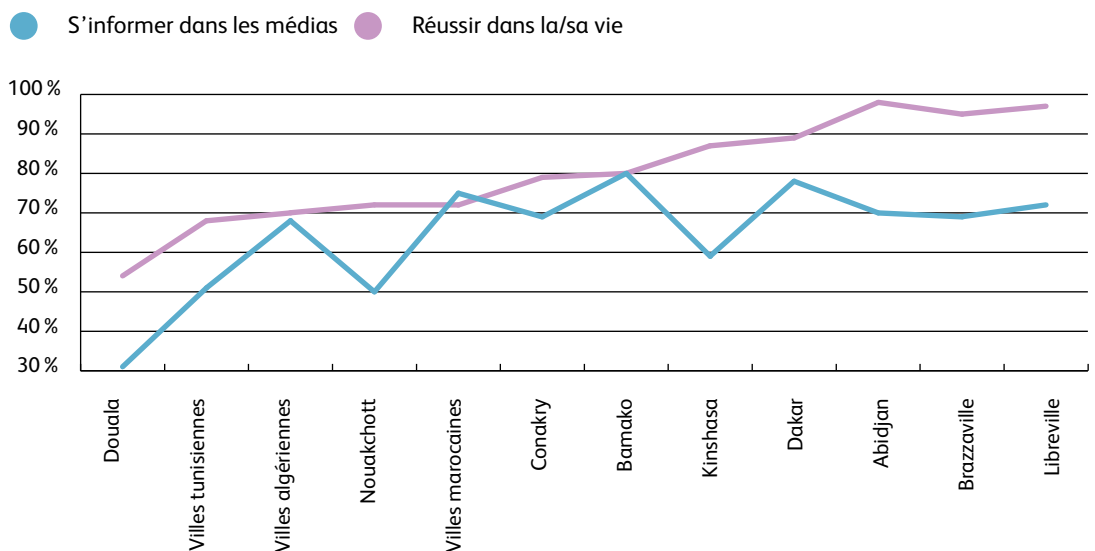
Dans toutes les villes, à l'exception de Douala à nouveau, plus des deux tiers des répondants précisent que c'est la langue française que l'on

doit maîtriser pour entreprendre des études supérieures et ce, dans des proportions dépassant 88 % à Brazzaville, Libreville, Cotonou, Niamey, N'Djamena, Bamako et Kinshasa. Bien qu'arrivant après le français, la maîtrise de l'anglais pour entreprendre des études universitaires s'avère importante pour deux répondants sur trois dans toutes les autres villes, à l'exception de Douala.

Perception de la place du français pour :



Perception de la place du français pour :



La même tendance se dégage pour les personnes interrogées qui accordent au français la première place pour s'informer.

Examinons rapidement les résultats les plus importants se dégageant dans les différentes villes.

À **Libreville**, le français est jugé indispensable pour trouver un travail ou faire ses études. L'anglais y tient toutefois une place non négligeable pour partir à l'étranger.

Douala, illustration d'un bilinguisme non conflictuel

Le français est jugé indispensable par un peu plus de la moitié des habitants, que ce soit pour s'informer ou pour effectuer des démarches administratives et il devance l'anglais dans les autres domaines. Cependant, dans ce pays où les deux langues se partagent le statut de langue officielle, l'anglais tient une place non négligeable pour « réussir sa vie », en particulier sur le plan professionnel, mais aussi pour faire des études supérieures (26 %) et obtenir un travail (30 %). Nous voyons bien ici l'absurdité des analyses qui cherchent à opposer les langues entre elles ou qui tirent des conclusions hâtives de certains résultats. Pour preuve, la question posée sans référence à l'anglais en 2010 (« La connaissance du français est-elle indispensable, importante, pour... ? ») donnait des réponses favorables au français à plus de 90 % dans toutes les catégories à l'exception de « réussir sa vie » qui obtenait 77 %.

À **Kinshasa**, la maîtrise du français est, pour la quasi-totalité de la population, un atout indispensable pour faire des études supérieures et faire des démarches administratives. Elle est cependant jugée de moins en moins importante pour réussir dans la vie (-13 points en 2 ans), à l'inverse de l'anglais dont l'importance, sur cet aspect, augmente.

Il en est de même pour **Abidjan** où, pour la quasi-totalité de la population enquêtée, la maîtrise du français semble primordiale pour les démarches administratives, tandis qu'elle semble moins importante pour faire des études supérieures (pour lesquelles l'anglais est considéré comme prioritaire par 1/3 des personnes enquêtées).

À **Antananarivo**, comme à **Cotonou**, à **Brazzaville** et à **Niamey**, la maîtrise du français est jugée quasi indispensable pour obtenir un emploi et/ou faire des études supérieures. Elle semble moins importante pour partir à l'étranger, mais reste considérée comme une voie plus efficace (sauf à Brazzaville) que la maîtrise de l'anglais dans ce domaine également.

À **Dakar**, la langue française est considérée comme indispensable dans la vie quotidienne, que ce soit d'un point de vue administratif, professionnel ou personnel. La place de l'anglais reste très limitée.

À **N'Djamena**, la maîtrise du français est perçue comme tout aussi importante pour faire des études supérieures que pour obtenir un emploi, domaines où l'anglais n'est pas essentiel.

À **Bamako**, la langue française est perçue comme indispensable dans la vie quotidienne, que ce soit d'un point de vue professionnel ou personnel. La place de l'anglais est très limitée.

Au Maroc, à Casablanca, à Rabat, à Marrakech, à Tanger et à Fès, la maîtrise du français semble incontournable pour obtenir un travail. Elle reste également importante dans tous les autres domaines, bien supérieure à la maîtrise de l'anglais.

En Tunisie, à Grand Tunis, à Sousse et à Sfax, le français est jugé indispensable par un peu plus des deux tiers des habitants pour le travail, les études et pour s'informer. L'anglais tient une place non négligeable, en particulier pour partir à l'étranger.

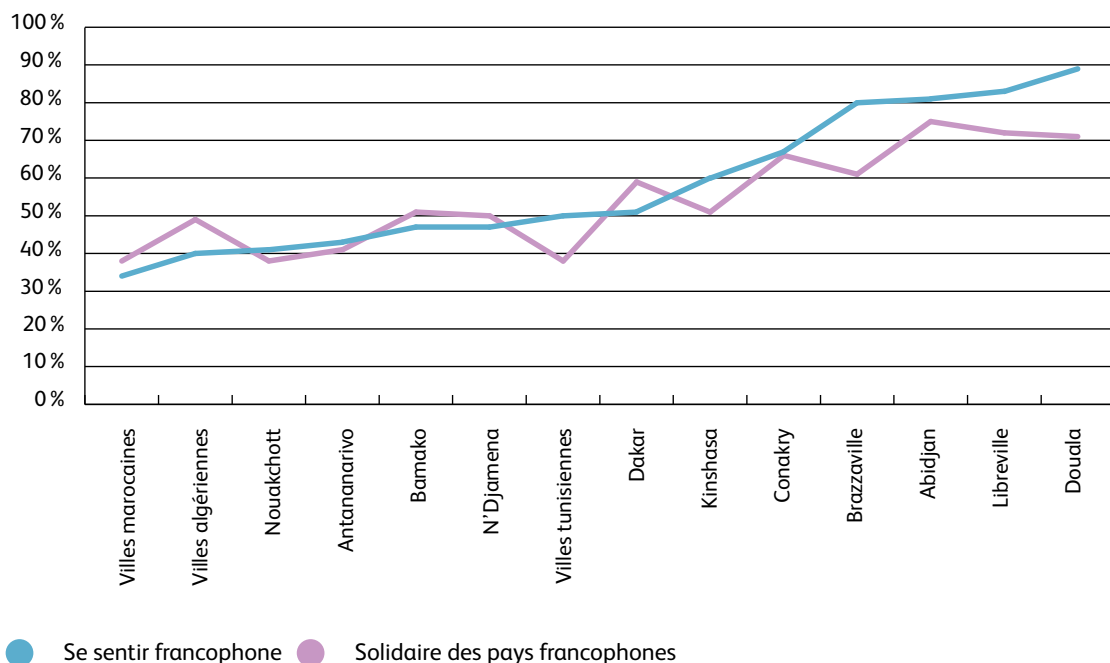
En Algérie, à Alger, à Oran, à Constantine et à Annaba, la maîtrise du français est jugée quasi incontournable pour obtenir un emploi. Elle semble moins importante pour réussir sa vie ou partir à l'étranger, mais se place, toutefois, devant l'anglais. Il en est de même à **Nouakchott** en Mauritanie.

Sentiment de solidarité et d'appartenance

Lorsqu'on leur pose la question de savoir s'ils se sentent francophones, plus de 80 % des enquêtés à Douala, à Libreville, à Abidjan et à Brazzaville répondent positivement.

Cette proportion est moindre mais demeure majoritaire à Kinshasa, à Dakar et dans les villes tunisiennes. En revanche, cette identité francophone rejoint moins de la moitié des répondants à N'Djamena, à Bamako, à Antananarivo, à Nouakchott et dans les villes d'Algérie (39 %) et du Maroc (34 %).

►► Sentiment de solidarité et d'appartenance



À Douala, où près de neuf répondants sur dix se sentent francophones, près des trois quarts d'entre eux se sentent solidaires avec les pays francophones et estiment que ces derniers doivent développer prioritairement l'enseignement du français sur leur territoire.

À Libreville, plus de huit personnes sur dix se sentent francophones ; près des trois quarts d'entre elles se sentent solidaires avec les pays francophones et estiment que ces derniers doivent développer prioritairement l'enseignement du français sur leur territoire. Dans cette métropole fortement francophone, c'est même plus d'un habitant sur deux qui se sent « tout à fait » francophone, un taux encore plus fort parmi les personnes instruites.

À Abidjan, on note une proximité avec la Francophonie plus forte qu'en 2010, tant par le sentiment d'être francophone que par le souhait du développement de l'enseignement du français.

À Brazzaville, ils sont très nombreux à se sentir francophones (81 %) et à souhaiter un effort des pays francophones en faveur de l'enseignement du français (73 %).

À Kinshasa, le sentiment d'être francophone et le souhait du développement de l'enseignement de la langue française (+9 points en 2 ans) sont plus marqués que le sentiment de solidarité avec les pays francophones. Ces ressentis sont davantage exprimés parmi les répondants maîtrisant la langue française et ceux — de fait les mêmes — qui ont fait des études.



Professeurs de l'Université de Kinshasa lors d'une séance académique.

À **Conakry**, les deux tiers des répondants se sentent francophones et solidaires des pays francophones et sont même près de 70 % à souhaiter que ces derniers développent l'enseignement du français sur leur territoire.

Si les habitants d'**Antananarivo** sont moins de la moitié à se sentir francophones, les trois quarts souhaitent que l'enseignement de cette langue se développe.

À **Dakar**, une personne sur deux déclare se sentir francophone et solidaire avec les pays francophones. Mais les trois quarts des répondants souhaiteraient que les pays francophones développent l'enseignement du Français (ce chiffre est en nette progression, comparé à celui de 2010).

Au Tchad, où c'est près d'un habitant de **N'Djamena** sur deux qui se sent francophone, la moitié d'entre eux se sent solidaire avec les pays francophones et souhaite que l'enseignement du français se développe.

À **Bamako**, c'est un répondant sur deux qui se sent francophone et solidaire avec les pays francophones. Plus de la moitié souhaiterait que l'enseignement du français se développe. Les hommes, les jeunes et les personnes qui ont fait des études se sentent davantage francophones.

Au **Maroc**, dans les métropoles touchées par l'enquête, seul un tiers des personnes se considère francophone et solidaire des pays francophones. Ils sont à peine plus nombreux à souhaiter que l'enseignement de cette langue se développe.

Dans les grandes métropoles tunisiennes (**Grand Tunis, Sousse et Sfax**), le sentiment d'être francophone et le souhait du développement de l'enseignement de la langue française sont plus marqués que le sentiment de solidarité avec les pays francophones. Ces ressentis sont davantage exprimés chez les francophones et personnes ayant fait des études.

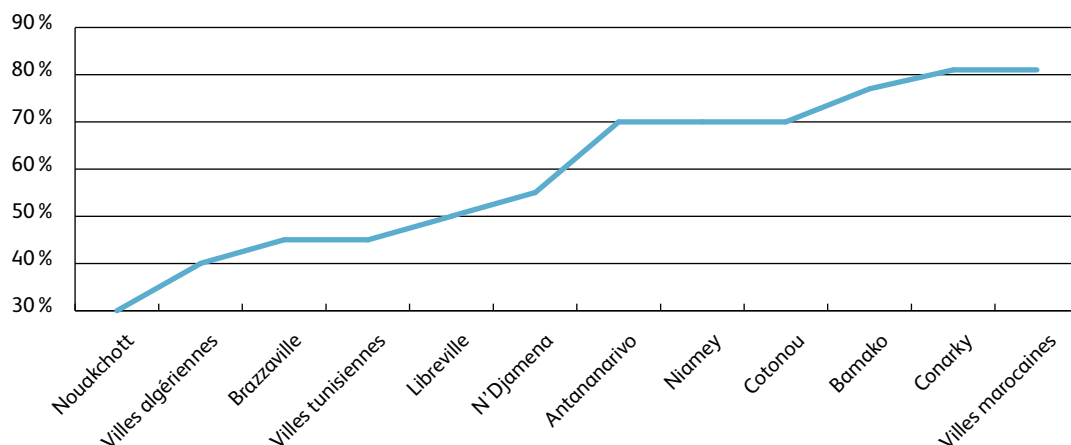
À **Nouakchott**, bien que minoritairement sensibles à l'appartenance francophone (41 %), les personnes interrogées encouragent les pays francophones à développer l'enseignement de la langue française (53 %).

En **Algérie**, dans les métropoles touchées par l'enquête (**Alger, Oran, Constantine et Annaba**), seules quatre personnes sur dix se sentent francophones. La nécessité de développer le français dans les pays francophones semble en revanche prioritaire auprès de la moitié d'entre eux.

N.B. : Dans les différents pays et métropoles cités, le nombre élevé de personnes n'ayant pas d'avis sur la question semble indiquer un certain détachement par rapport à ce sujet.

Perception de l'évolution de l'usage de la langue française

Perception de la progression de l'usage du français



Quelle que soit la ville ou l'ensemble de métropoles enquêtées, l'usage de la langue française est perçu de façon générale comme étant en nette progression. C'est le cas plus particulièrement au Maroc, à Antananarivo, à Bamako, à Conakry, à Cotonou et à Niamey où plus des deux tiers des répondants déclarent

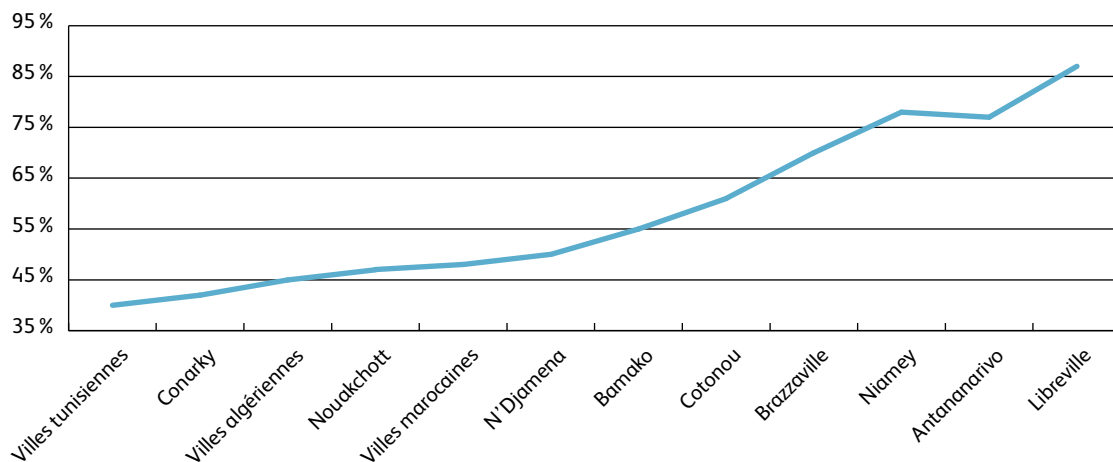
que l'usage du français progresse. À N'Djamena et à Libreville, cette proportion tourne autour de 50 % des répondants. Cette opinion est beaucoup moins partagée en Tunisie, en Algérie, à Brazzaville et à Nouakchott, où des répondants ont même plutôt l'impression que l'usage du français régresse.



Panneaux dans l'Université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou.

Connaissance de la Francophonie, de ses interventions et des valeurs qu'elle défend

Notoriété de la Francophonie



C'est dans la capitale gabonaise que la Francophonie en tant qu'institution est la plus connue (88 %), sans doute en raison de la présence à Libreville du Bureau régional de l'OIF pour l'Afrique centrale (BRAC). Libreville est suivie d'Antananarivo et de Niamey où plus des trois quarts des répondants en ont déjà entendu parler. En revanche, à l'exception de Libreville, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) elle-même n'est connue que par moins de la moitié des personnes enquêtées toutes villes confondues.

Dans les métropoles du Maghreb, mais aussi à Conakry et à Nouakchott, moins de la moitié de la population a entendu parler de la Francophonie, et à peine plus d'un quart, de l'OIF.

Ce que l'on croit...

D'une manière générale, la méconnaissance des domaines d'intervention de la Francophonie est importante : 50 % en moyenne, tous pays confondus. Spontanément, dans la totalité des villes et métropoles de l'Afrique

subsaharienne, ainsi qu'à Nouakchott, c'est l'éducation qui est citée comme étant le principal domaine d'action de la Francophonie. Alors que c'est le commerce qui arrive en tête dans l'ensemble des villes du Maroc et de la Tunisie et qu'il s'agit de la culture en Algérie.

Ce que l'on souhaite...

Dans tous les pays constituant l'aire de l'enquête en Afrique subsaharienne, ainsi qu'à Nouakchott, parmi les valeurs qu'on associe souvent à la Francophonie, celles qui doivent être défendues en tout premier sont « l'éducation et la formation », suivies de la démocratie et des droits de l'Homme (sauf à Bamako et à Kinshasa, qui leur préfèrent le développement et la solidarité pour l'une et la promotion de la langue française et de la diversité culturelle pour l'autre). Dans les villes des trois pays du Maghreb, on place légèrement en tête la promotion de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique, juste avant l'éducation ou la démocratie et les droits de l'Homme (dans le cas du Maroc). //

► Synthèse des résultats



À Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire

Pour une grande majorité, la langue française est essentielle, notamment pour les démarches administratives et pour suivre des études. Deux tiers des personnes enquêtées affirment se sentir francophones.



À Antananarivo, capitale de Madagascar

Pour 4 personnes sur 10, la langue française n'est pas essentielle ce qui s'explique dans un pays où le malgache domine, et moins de la moitié se sent francophone ou solidaire des pays francophones. Le français reste important pour le travail, les études et les démarches administratives, mais pas dans la vie quotidienne. Le domaine prioritaire d'intervention de la Francophonie doit, selon eux, être l'éducation.



À Bamako, capitale du Mali

La moitié de la population considère qu'il est essentiel d'être francophone. Seulement 5 personnes sur 10 se sentent d'ailleurs francophones et solidaires avec les pays francophones. Le français semble pourtant primordial pour la quasi-totalité des Maliens de Bamako, notamment pour le travail, les études et les démarches administratives. Par ailleurs, 3 Bamakois sur 4 estiment que l'usage du français est en progression dans le pays.



À Cotonou, capitale du Bénin

Le français est la langue à connaître pour obtenir un travail ou accéder à des études supérieures. Il est aussi important pour réaliser des démarches administratives et dans la vie quotidienne. Le domaine prioritaire d'intervention de la Francophonie doit être, selon les Cotonnois, l'éducation.



À Dakar, capitale du Sénégal

Seulement la moitié des Dackarois se sent francophone ou solidaire des pays francophones. Mais la langue française reste perçue comme essentielle pour les démarches quotidiennes, et la Francophonie a son importance dans l'éducation.



À Douala, capitale du Cameroun

Le français est perçu comme essentiel, son rôle est surtout important dans les démarches administratives et pour s'informer. Les trois quarts des personnes interrogées ressentent une certaine proximité avec les pays francophones. Dans ce pays, la place de l'anglais est déclarée importante dans plusieurs situations.



À Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo

Un Kinois sur deux se sent solidaire des pays francophones. Pour les enquêtés, il est essentiel de connaître le français pour les démarches administratives et les études. Afin de réussir dans la vie, il faut maîtriser cette langue, mais aussi l'anglais. Pour près de la moitié, la Francophonie doit prioritairement jouer un rôle dans l'éducation, mais aussi dans la promotion de la langue et la diversité culturelle.



À N'Djamena, capitale du Tchad

La moitié des personnes enquêtées à N'Djamena a le sentiment que l'usage du français a progressé dans le pays. Seulement la moitié se sent francophone ou solidaire des pays francophones. La langue française est cependant importante pour obtenir un travail, faire des études ou des démarches administratives. Selon eux, le domaine prioritaire de la Francophonie doit être l'éducation, suivie du commerce.



À Niamey, capitale du Niger

Ils sont deux tiers à estimer que l'usage du français progresse dans le pays. La langue française est essentielle pour obtenir un travail, faire des études ou réaliser des démarches administratives, mais est peu importante dans la vie quotidienne. Le domaine prioritaire de la Francophonie doit, selon eux, être l'éducation.



À Libreville, capitale du Gabon

Les trois quarts de la population sont francophones, se sentent comme tels, et considèrent le français comme essentiel. La notion de Francophonie est très forte (88 %), et plus de 6 Librevillois sur 10 ont entendu parler de l'OIF. L'éducation et les droits de l'Homme y sont des valeurs fortement liées à la Francophonie.



À Alger, à Oran, à Constantine et à Annaba en Algérie

Moins de 4 répondants sur 10 se sentent francophones. Le français semble pourtant essentiel pour 7 personnes sur 10, et reste la langue à connaître en priorité, bien qu'un tiers de la population estime que l'usage du français est en régression dans le pays. Près de la moitié de la population considère que la promotion de la langue française doit être une valeur prioritaire à défendre par la Francophonie.



À Casablanca, à Rabat, à Marrakech, à Tanger et à Fès au Maroc

L'usage du français est perçu comme étant en progrès. Les trois quarts de l'échantillon considèrent le français comme essentiel dans tous les domaines. En revanche, seul un tiers se sent francophone et solidaire des autres pays francophones. Le français est pourtant jugé incontournable, tant dans la sphère professionnelle que privée. La promotion de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique est considérée comme une valeur prioritaire à défendre par la Francophonie



À Grand Tunis, à Sousse et à Sfax en Tunisie

Près des trois quarts de la population considèrent le français comme essentiel dans leur vie professionnelle ou personnelle. En revanche, seule la moitié de la population se sent francophone, et seulement un tiers se sent solidaire avec les autres pays francophones. L'anglais tient une place non négligeable auprès des Tunisiens et est perçu comme la langue la plus importante à connaître pour partir à l'étranger.

Les échantillons

Les enquêtes Africascope et Maghreboscope sont réalisées en face à face, au domicile des interviewés. Dans chaque pays, l'enquête portait sur un échantillon d'environ 1 000 personnes de 15 ans et plus en ayant pour cadre la principale ville pour les pays d'Afrique subsaharienne ou un ensemble de villes pour les pays du Maghreb.

Dakar, pour le Sénégal (avril 2012)

Douala, pour le Cameroun (mars 2012)

Kinshasa, pour la République Démocratique du Congo (mai 2012)

Abidjan, pour la Côte d'Ivoire (mai 2012)

Antananarivo, pour Madagascar (septembre 2012)

Cotonou, pour le Bénin (octobre 2012)

N'Djamena, pour le Tchad (novembre 2012)

Niamey, pour le Niger (octobre-novembre 2012)

Bamako pour le Mali (décembre 2012)

Libreville pour le Gabon (décembre 2012)

Casablanca, Rabat, Marrakech, Tanger et Fès pour le Maroc (nov.-déc. 2012)

Grand Tunis, Sousse et Sfax pour la Tunisie (nov.-déc. 2012)

Alger, Oran, Constantine et Annaba pour l'Algérie (décembre 2012)

► Profil des échantillons



	Sénégal	Cameroun	RDC
Base	1735	1353	5675
Sexe			
Homme	50 %	50 %	50 %
Femme	50 %	50 %	50 %
Age			
15-24 ans	32 %	41 %	32 %
25-39 ans	37 %	33 %	39 %
40 ans et plus	31 %	26 %	29 %
Profession			
Actifs	49 %	37 %	51 %
Inactifs	51 %	63 %	49 %
Niveau d'instruction			
Non scolarisé	4 %	11 %	21 %
École coranique uniquement	29 %	1 %	–
Quelques années d'études primaires	28 %	12 %	4 %
Primaire achevé	5 %	35 %	18 %
Quelques années d'études secondaires	25 %	34 %	13 %
Secondaire achevé	1 %	3 %	22 %
Supérieur	8 %	4 %	22 %

Questions retenues sur la Francophonie dans les enquêtes

F1 Diriez-vous qu'être Francophone est essentiel pour vous sur le plan personnel, sur le plan professionnel, pas essentiel pour vous ?

F2 Vous sentez-vous francophone ? *(échelle en 4 points)*

F3 Vous sentez-vous solidaire des pays francophones ? *(échelle en 4 points)*

F4 Les pays francophones doivent-ils développer prioritairement l'enseignement du français sur leur territoire ? *(échelle en 4 points)*

F5 Parmi celles citées, quelles sont, selon vous, les valeurs que la Francophonie doit défendre ?

F6 Selon vous, quelle langue faut-il connaître en priorité pour obtenir un travail, faire des études supérieures, s'informer dans les médias, réaliser des démarches administratives, réussir dans la vie ?

F7 Diriez-vous que le français est très important pour vous dans votre travail, dans vos démarches avec l'administration, dans votre vie quotidienne ? *(échelle en 4 points)*

F8 Selon vous, l'usage du français ici est-il en augmentation, en diminution, stable ?

F9 Notoriété assistée de la Francophonie et de l'Organisation internationale de la Francophonie.

F10 Selon vous, quel doit être le domaine de coopération prioritaire pour la Francophonie ?



Côte d'Ivoire	Madagascar	Bénin	Tchad	Niger
2578	1052	615	570	559
54 %	50 %	55 %	51 %	51 %
46 %	50 %	45 %	49 %	49 %
40 %	31 %	39 %	37 %	37 %
37 %	34 %	38 %	36 %	34 %
23 %	35 %	23 %	27 %	29 %
55 %	50 %	69 %	67 %	64 %
45 %	50 %	31 %	33 %	36 %
35 %	6 %	27 %	28 %	16 %
6 %	–	2 %	9 %	24 %
15 %	25 %	22 %	23 %	20 %
6 %	33 %	3 %	11 %	13 %
24 %	26 %	25 %	19 %	17 %
8 %	6 %	3 %	5 %	4 %
6 %	4 %	18 %	5 %	6 %